

Corse : Contre l'Etat colonial, Resistenza !

La victoire du « non » au référendum sur l'avenir de la Corse place Sarkozy dans une position délicate tandis que les mouvements clandestins ont repris le chemin de la lutte armée. Nous publions ici le point de vue d'un camarade sur la situation dans l'île.

L'État français, en la personne de son ministre de l'Intérieur, mène depuis le début de l'été un programme de répression et de provocations à l'encontre du peuple corse qui n'est pas sans rappeler les politiques mises en place en Kanaky il y a quinze ans.

Comme en 1988, avec l'assaut meurtrier de la grotte d'Ouvéa à la veille de l'élection présidentielle, l'arrestation d'Yvan Colonna, mis hors de cause par les membres du « commando Érnac » lors de leur procès, a eu de quoi surprendre trois jours avant le référendum sur le statut de l'île, après une cavale de quatre ans...

Ajouté aux forts soupçons de fraude électorale lors de ce scrutin [1] et à l'engagement des organisations nationalistes regroupées sous la bannière d'Unità pour le « oui », tout cela ne pouvait dès lors qu'en fausser le résultat et mettre les nationalistes en porte-à-faux par rapport à leur base.

Si les pratiques de guerre fratricides de certains ou une certaine confusion entretenue entre fonctionnaires colonialistes et travailleur(se)s immigré(e)s au nom de la corsisation des emplois nous laissent un certain sentiment de malaise, nous ne pouvons cependant que réaffirmer notre soutien critique aux luttes, qui ne se limitent pas, loin de là, à l'action armée du peuple corse que ce soit par son attitude exemplaire lors du mouvement social du printemps dernier (tout le monde se souvient des chaises de jardin sur Raffarin et Sarkozy) ou dans la défense du droit à l'hospitalité. Les défenseurs de la patrie française devraient ainsi réviser leurs manuels d'histoire et se souvenir qu'aucun juif n'a été déporté de Corse durant la Seconde Guerre mondiale : l'hospitalité rimait alors - comme aujourd'hui - avec résistance.

La multiplication des arrestations des membres d'un prétendu « réseau Colonna » ne démontre que deux choses : une totale méconnaissance de la culture corse doublée d'une volonté répressive aveugle contre tout un peuple.

Le premier interpellé n'avait ainsi rien d'un terroriste cagoulé : ce propriétaire de la plus célèbre bergerie de l'île était par ailleurs... conseiller municipal PS d'Olimeto !

De la même manière, l'arrestation de Marc Simeoni, dont le seul tort est sans doute d'être le fils du fondateur du mouvement de libération nationale, relève de la provocation pure et simple.

Ce jeune homme qui n'a jamais milité (à l'exception d'un syndicat étudiant, la belle affaire !) aurait caché l'homme le plus recherché par la police française, ce dernier prenant le soin d'effacer toute trace de ses empreintes digitales dans l'appartement... à l'exception d'une boîte de médicaments sans doute laissée là pour que la police la découvre...

Les arrestations de jeunes gens à Luri procèdent de la même provocation d'un État qui joue avec le feu... aux dépens parfois de ces propres forces d'occupation.

Cette politique inaugure une nouvelle phase des rapports entre l'État français et le mouvement nationaliste corse.

Après l'ère Pasqua, jouant alternativement sur les rivalités internes à la mouvance nationaliste jusqu'à provoquer un bain de sang, l'ère Jospin, tentant de domestiquer le mouvement en l'institutionnalisant, il s'agit aujourd'hui pour Sarkozy de le diviser.

L'unité des nationalistes, partisans ou adversaires déclarés de la lutte armée, est une réalité aujourd'hui dangereuse pour le pouvoir jacobin à l'orée des prochaines élections territoriales de 2004, alors que ceux-ci voient leur capital de sympathie augmenter dans la population et en premier lieu dans la jeunesse.

Couper ce soutien populaire en poussant les organisations clandestines à une spirale de la violence en réponse à la multiplication presque quotidienne des arrestations semble être le jeu dangereux dans lequel s'est engagé le gouvernement.

Cette stratégie du pire semble cependant aujourd'hui devoir faire long feu face à la réaffirmation de l'unité des nationalistes, tant par ses composantes les plus modérées comme les Verdi Corsi

ou le PNC (Parti de la nation Corse, opposé à la lutte armée) que par les organisations clandestines, au premier rang desquelles le FLNC.

Celui-ci réaffirme dans un communiqué du 8 septembre 2003 sa volonté d'union et appelle l'ensemble du mouvement nationaliste à construire ensemble le « projet politique de demain » pour la Corse, passant par une « réforme fondamentale des institutions » et interpelle « l'État [à] être présent de façon politique dans ce processus de sortie de crise » se déclarant prêt de son côté à « accompagner politiquement [ce processus] en ajustant [sa] présence politico-militaire ».

Une solution politique qui ne pourra de toute façon pas faire l'impasse sur la question des prisonniers dont les arrestations de Sarkozy ne font pour l'instant qu'accroître le nombre.

Ange Leonetti

[1] Un recours a été déposé au conseil d'État, qui n'a pas encore rendu sa décision à l'heure où nous écrivons ces lignes.